

LOIS, ARRÊTÉS ROYAUX ET ACTES DU GOUVERNEMENT.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE ÉTRANGER.

13 JUILLET 1951. — Loi portant approbation de la Convention internationale concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée à San-Francisco, le 9 juillet 1948, par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trente et unième session (1).

BAUDOIN, Prince Royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. La Convention Internationale concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical adoptée à San-Francisco, le 9 juillet 1948, par la Conférence Générale de l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa 31^e session, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 1951.

BAUDOIN.

Par le Prince Royal
Le Ministre des Affaires étrangères,

P. van ZEELAND.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

G. VAN DEN DAELE.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

L. MOYERSON.

Convention (N° 87) concernant la liberté syndicale
et la protection du droit syndical.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à San Francisco par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 17 juin 1948, en sa trente et unième session,

Après avoir décidé d'adopter sous forme d'une convention diverses propositions relatives à la liberté syndicale et la protection du droit syndical, question qui constitue le septième point à l'ordre du jour de la session,

(1) Session 1949-1950.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Projet de loi, exposé des motifs et texte de la Convention, n° 115, du 19 janvier 1950.

Annales parlementaires. — Dépôt du projet de loi. Séance du 19 janvier 1950, p. 227.

Session 1950-1951.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 224, séance du 21 mars 1951.

Annales parlementaires. — Dépôt du rapport. Séance du 21 mars 1951, page 1184. — Discussion. Séance du 19 avril 1951, p. 1237. — Adoption. Séance du 26 avril 1951, p. 1287.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat, n° 421, du 8 mai 1951. — Rapport, n° 511, du 7 juin 1951.

Annales parlementaires. — Dépôt du rapport. Séance du 7 juin 1951, p. 3. — Discussion. Séance du 28 juin 1951, p. 2. — Adoption. Séance du 28 juin 1951, p. 28.

WETTEN, KONINKLIJKE BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN
EN BUITENLANDSE HANDEL.

13 JULI 1951. — Wet houdende goedkeuring van het Internationaal Verdrag betreffende de syndicale vrijheid en de bescherming van het syndicaal recht, aangenomen door de Algemene Conferentie der Internationale Arbeidsorganisatie, in de loop van haar een en dertigste zitting, te San-Francisco, op 9 juli 1948 (1).

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Internationaal Verdrag betreffende de syndicale vrijheid en de bescherming van het syndicaal recht, aangenomen door de Algemene Conferentie der Internationale Arbeidsorganisatie in de loop van haar 31^e zitting te San-Francisco, op 9 juli 1948, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, 13 Juli 1951.

Vanwege de Koninklijke Prins :
De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

L. MOYERSON.

Convention (N° 87) concerning freedom of association
and protection of the right to organise.

The General Conference of the International Labour Organisation,

Having been convened at San Francisco by the Governing Body of the International Labour Office, and having met in its Thirty-first Session on 17 June 1948;

Having decided to adopt, in the form of a Convention, certain proposals concerning freedom of association and protection of the right to organise, which is the seventh item on the agenda of the session;

(1) Zitting 1949-1950.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, memorie van toelichting en tekst van de Overeenkomst, n° 115, van 19 Januari 1950.

Parlementaire Handelingen. — Neerlegging van het wetsontwerp, vergadering van 19 Januari 1950, bl. 227.

Zitting 1950-1951.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, n° 224, vergadering van 21 Maart 1951.

Parlementaire Handelingen. — Neerlegging van het verslag. Vergadering van 21 Maart 1951, bl. 1184. — Bespreking. Vergadering van 19 April 1951, bl. 1237. — Aanneming. Vergadering van 26 April 1951, bl. 1287.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Door de Senaat overgemaakt wetsontwerp, n° 421, dd. 8 Mei 1951. — Verslag, n° 511, van 7 Juni 1951.

Parlementaire Handelingen. — Neerlegging van het verslag. Vergadering van 7 Juni 1951, bl. 3. — Bespreking. Vergadering van 28 Juni 1951, bl. 2. — Aanneming. Vergadering van 28 Juni 1951, bl. 28.

Considérant que le Préambule de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail énonce, parmi les moyens susceptibles d'améliorer la condition des travailleurs et d'assurer la paix, « l'affirmation du principe de la liberté syndicale »;

Considérant que la Déclaration de Philadelphie a proclamé de nouveau que « la liberté d'expression et d'association est une condition indispensable d'un progrès soutenu »;

Considérant que la Conférence internationale du Travail, à sa trentième session, a adopté à l'unanimité les principes qui doivent être à la base de la réglementation internationale;

Considérant que l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa deuxième session, a fait siens ces principes et a invité l'Organisation internationale du Travail à poursuivre tous ses efforts afin qu'il soit possible d'adopter une ou plusieurs conventions internationales; adopte, ce neuvième jour de juillet mil neuf cent quarante-huit, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.

PARTIE I. — Liberté syndicale.

Article 1.

Tout membre de l'Organisation internationale du Travail pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à donner effet aux dispositions suivantes.

Article 2.

Les travailleurs et les employeurs, sans distinction d'aucune sorte, ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux statuts de ces dernières.

Article 3.

1. Les organisations de travailleurs et d'employeurs ont le droit d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs, d'élire librement leurs représentants, d'organiser leur gestion et leur activité, et de formuler leur programme d'action.

2. Les autorités publiques doivent s'abstenir de toute intervention de nature à limiter ce droit ou à en entraver l'exercice légal.

Article 4.

Les organisations de travailleurs et d'employeurs ne sont pas sujettes à dissolution ou à suspension par voie administrative.

Article 5.

Les organisations de travailleurs et d'employeurs ont le droit de constituer des fédérations et des confédérations ainsi que celui de s'y affilier, et toute organisation, fédération ou confédération a le droit de l'affilier à des organisations internationales de travailleurs et d'employeurs.

Article 6.

Les dispositions des articles 2, 3 et 4 ci-dessus s'appliquent aux fédérations et aux confédérations des organisations de travailleurs et d'employeurs.

Article 7.

L'acquisition de la personnalité juridique par les organisations de travailleurs et d'employeurs, leurs fédérations et confédérations, ne peut pas être subordonnée à des conditions de nature à mettre en cause l'application des dispositions des articles 2, 3 et 4 ci-dessus.

Article 8.

1. Dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus par la présente convention, les travailleurs, les employeurs et leurs organisations respectives sont tenus, à l'instar des autres personnes ou collectivités organisées, de respecter la légalité.

2. La législation nationale ne devra porter atteinte ni être appliquée de manière à porter atteinte aux garanties prévues par la présente convention.

Article 9.

1. La mesure dans laquelle les garanties prévues par la présente convention s'appliqueront aux forces armées et à la police sera déterminée par la législation nationale.

2. Conformément aux principes établis par le paragraphe 8 de l'article 19 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, la ratification de cette convention par un Membre ne devra pas être considérée comme affectant toute loi, toute sentence, toute coutume ou tout accord déjà existants qui accordent aux membres des forces armées et de la police des garanties prévues par la présente convention.

Considering that the Preamble to the Constitution of the International Labour Organisation declares « recognition of the principle of freedom of association » to be a means of improving conditions of labour and of establishing peace;

Considering that the Declaration of Philadelphia reaffirms that « freedom of expression and of association are essential to sustained progress »;

Considering that the International Labour Conference, at its Thirtieth Session, unanimously adopted the principles which should form the basis for international regulation;

Considering that the General Assembly of the United Nations, at its Second Session, endorsed these principles and requested the International Labour Organisation to continue every effort in order that it may be possible to adopt one or several international Conventions; adopts this ninth day of July of the year one thousand nine hundred and forty-eight the following Convention, which may be cited as the Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 :

PART I. — Freedom of Association.

Article 1.

Each Member of the International Labour Organisation for which this Convention is in force undertakes to give effect to the following provisions.

Article 2.

Workers and employers, without distinction whatsoever, shall have the right to establish and, subject only to the rules of the organisation concerned, to join organisations of their own choosing without previous authorisation.

Article 3.

1. Workers' and employers' organisations shall have the right to draw up their constitutions and rules, to elect their representatives in full freedom, to organise their administration and activities and to formulate their programmes.

2. The public authorities shall refrain from any interference which would restrict this right or impede the lawful exercise thereof.

Article 4.

Workers' and employers' organisations shall not be liable to be dissolved or suspended by administrative authority.

Article 5.

Workers' and employers' organisations shall have the right to establish and join federations and confederations and any such organisation, federation or confederation shall have the right to affiliate with international organisations of workers and employers.

Article 6.

The provisions of Articles 2, 3 and 4 hereof apply to federations and confederations of workers' and employers' organisations.

Article 7.

The acquisition of legal personality by workers' and employers' organisations, federations and confederations shall not be made subject to conditions of such a character as to restrict the application of the provisions of Articles 2, 3 and 4 hereof.

Article 8.

1. In exercising the rights provided for in this Convention workers and employers and their respective organisations, like other persons or organised collectivities, shall respect the law of the land.

2. The law of the land shall not be such as to impair, nor shall it be so applied as to impair, the guarantees provided for in this Convention.

Article 9.

1. The extent to which the guarantees provided for in this Convention shall apply to the armed forces and the police shall be determined by national laws or regulations.

2. In accordance with the principle set forth in paragraph 8 of Article 19 of the Constitution of the International Labour Organisation the ratification of this Convention by any Member shall not be deemed to affect any existing law, award, custom or agreement in virtue of which members of the armed forces or the police enjoy any right guaranteed by this Convention.

Article 10.

Dans la présente convention, le terme « organisation » signifie toute organisation de travailleurs ou d'employeurs ayant pour but de promouvoir et de défendre les intérêts des travailleurs ou des employeurs.

PARTIE II. — Protection du droit syndical.

Article 11.

Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à prendre toutes mesures nécessaires et appropriées en vue d'assurer aux travailleurs et aux employeurs le libre exercice du droit syndical.

PARTIE III. — Mesures diverses.

Article 12.

1. En ce qui concerne les territoires mentionnés par l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail telle qu'elle a été amendée par l'instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1946, à l'exclusion des territoires visés par les paragraphes 4 et 5 dudit article ainsi amendé, tout Membre de l'Organisation qui ratifie la présente convention doit communiquer au Directeur général du Bureau international du Travail, en même temps que sa ratification, ou dans le plus bref délai possible après sa ratification, une déclaration faisant connaître :

- (a) les territoires pour lesquels il s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées sans modification;
- (b) les territoires pour lesquels il s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées avec des modifications, et en quoi consistent lesdites modifications;
- (c) les territoires auxquels la convention est inapplicable et, dans ces cas, les raisons pour lesquelles elle est inapplicable;
- (d) les territoires pour lesquels il réserve sa décision.

2. Les engagements mentionnés aux alinéas (a) et (b) du premier paragraphe du présent article seront réputés parties intégrantes de la ratification et porteront des effets identiques.

3. Tout Membre pourra renoncer par une nouvelle déclaration à tout ou partie des réserves contenues dans sa déclaration antérieure en vertu des alinéas (b), (c) et (d), du paragraphe 1, du présent article.

4. Tout Membre pourra, pendant les périodes au cours desquelles la présente convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 16, communiquer au Directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation dans des territoires déterminés.

Article 13.

1. Lorsque les questions traitées par la présente convention entrent dans le cadre de la compétence propre des autorités d'un territoire non métropolitain, le Membre responsable des relations internationales de ce territoire, en accord avec le gouvernement dudit territoire, pourra communiquer au Directeur général du Bureau international du Travail une déclaration d'acceptation, au nom de ce territoire, des obligations de la présente convention.

2. Une déclaration d'acceptation des obligations de la présente convention peut être communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail :

- (a) par deux ou plusieurs Membres de l'Organisation pour un territoire placé sous leur autorité conjointe;
- (b) par toute autorité internationale responsable de l'Administration d'un territoire en vertu des dispositions de la Charte des Nations Unies ou de toute autre disposition en vigueur, à l'égard de ce territoire.

3. Les déclarations communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail conformément aux dispositions des paragraphes précédents du présent article doivent indiquer si les dispositions de la convention seront appliquées dans le territoire avec ou sans modification; lorsque la déclaration indique que les dispositions de la convention s'appliquent sous réserve de modifications, elle doit spécifier en quoi consistent lesdites modifications.

4. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront renoncer entièrement ou partiellement par une déclaration ultérieure au droit d'invoquer une modification indiquée dans une déclaration antérieure.

5. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront, pendant les périodes ou cours desquelles la convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de

Article 10.

In this Convention the term « organisation » means any organisation of workers or of employers for furthering and defending the interests of workers or of employers.

PART II. — Protection of the right to organise.

Article 11.

Each Member of the International Labour Organisation for which this Convention is in force undertakes to take all necessary and appropriate measures to ensure that workers and employers may exercise freely the right to organise.

PART III. — Miscellaneous provisions.

Article 12.

1. In respect of the territories referred to in Article 35 of the Constitution of the International Labour Organisation as amended by the Constitution of the International Labour Organisation Instrument of Amendment, 1946, other than the territories referred to in paragraphs 4 and 5 of the said Article as so amended, each Member of the Organisation which ratifies this Convention shall communicate to the Director-General of the International Labour Office with or as soon as possible after its ratification a declaration stating :

- (a) the territories in respect of which it undertakes that the provisions of the Convention shall be applied without modification;
- (b) the territories in respect of which it undertakes that the provisions of the Convention shall be applied subject to modifications, together with details of the said modifications;
- (c) the territories in respect of which the Convention is inapplicable and in such cases the grounds on which it is inapplicable;
- (d) the territories in respect of which it reserves its decision.

2. The undertakings referred to in sub-paragraphs (a) and (b) of paragraph 1 of this Article shall be deemed to be an integral part of the ratification and shall have the force of ratification.

3. Any Member may at any time by a subsequent declaration cancel in whole or in part any reservations made in its original declaration in virtue of sub-paragraphs (b), (c) or (d) of paragraph 1 of this Article.

4. Any Member may, at any time at which this Convention is subject to denunciation in accordance with the provisions of Article 16, communicate to the Director-General a declaration modifying in any other respect the terms of any former declaration and stating the present position in respect of such territories as it may specify.

Article 13.

1. Where the subject matter of this Convention is within the self-governing powers of any non-metropolitan territory, the Member responsible for the international relations of that territory may, in agreement with the government of the territory, communicate to the Director-General of the International Labour Office a declaration accepting on behalf of the territory the obligations of this Convention.

2. A declaration accepting the obligations of this Convention may be communicated to the Director-General of the International Labour Office :

- (a) by two or more Members of the Organisation in respect of any territory which is under their joint authority; or
- (b) by any international authority responsible for the administration of any territory, in virtue of the Charter of the United Nations or otherwise, in respect of any such territory.

3. Declarations communicated to the Director-General of the International Labour Office in accordance with the preceding paragraphs of this Article shall indicate whether the provisions of the Convention will be applied in the territory concerned without modification or subject to modifications; when the declaration indicates that the provisions of the Convention will be applied subject to modifications it shall give details of the said modifications.

4. The Member, Members or international authority concerned may at any time by a subsequent declaration renounce in whole or in part the right to have recourse to any modification indicated in any former declaration.

5. The Member, Members or international authority concerned may, at any time at which this Convention is subject to denunciation in accordance with the provisions of Article 16, communi-

l'article 16, communiquer au Directeur général du Bureau international du Travail une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation en ce qui concerne l'application de cette convention.

PARTIE IV. — *Dispositions finales.*

Article 14.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 15.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 16.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 17.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 18.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications, de toutes déclarations et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 19.

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 20.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

(a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 16 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

(b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

cate to the Director-General of the International Labour Office a declaration modifying in any other respect the terms of any former declaration and stating the present position in respect of the application of the Convention.

PART IV. — *Final Provisions.*

Article 14.

The formal ratifications of this Convention shall be communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration.

Article 15.

1. This Convention shall be binding only upon those Members of the International Labour Organisation whose ratifications have been registered with the Director-General.

2. It shall come into force twelve months after the date on which the ratifications of two Members have been registered with the Director-General.

3. Thereafter, this Convention shall come into force for any Member twelve months after the date on which its ratification has been registered.

Article 16.

1. A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expiration of ten years from the date on which the Convention first comes into force, by an act communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered.

2. Each Member which has ratified this Convention and which does not, within the year following the expiration of the period of ten years mentioned in the preceding paragraph, exercise the right of denunciation provided for in this Article, will be bound for another period of ten years and, thereafter, may denounce this Convention at the expiration of each period of ten years under the terms provided for in this Article.

Article 17.

1. The Director-General of the International Labour Office shall notify all Members of the International Labour Organisation of the registration of all ratifications, declarations and denunciations communicated to him by the Members of the Organisation.

2. When notifying the Members of the Organisation of the registration of the second ratification communicated to him, the Director-General shall draw the attention of the Members of the Organisation to the date upon which the Convention will come into force.

Article 18.

The Director-General of the International Labour Office shall communicate to the Secretary-General of the United Nations for registration in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations full particulars of all ratifications, declarations and acts of denunciation registered by him in accordance with the provisions of the preceding Articles.

Article 19.

At the expiration of each period of ten years after the coming into force of this Convention, the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention and shall consider the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision in whole or in part.

Article 20.

1. Should the Conference adopt a new Convention revising this Convention in whole or in part, then, unless the new Convention otherwise provides,

(a) the ratification by a Member of the new revising Convention shall *ipso jure* involve the immediate denunciation of this Convention, notwithstanding the provisions of Article 16 above, if and when the new revising Convention shall have come into force;

(b) as from the date when the new revising Convention comes into force this Convention shall cease to be open to ratification by the Members.

2. This Convention shall in any case remain in force in its actual form and content for those Members which have ratified it but have not ratified the revising Convention.

Article 21.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa trente et unième session qui s'est tenue à San Francisco et qui a été déclarée close le dix juillet 1948.

En foi de quoi ont apposé leurs signatures, ce trente et unième jour d'août 1948 :

Le Président de la Conférence,
JUSTIN GODART.

Le Directeur général du Bureau international du Travail,
EDWARD PHELAN.

Article 21.

The English and French versions of the text of this Convention are equally authoritative.

The foregoing is the authentic text of the Convention duly adopted by the General Conference of the International Labour Organisation during its Thirty-first Session which was held at San Francisco and declared closed the tenth day of July 1948.

In Faith Whereof we have appended our signatures this thirty-first day of August 1948.

The President of the Conference,
JUSTIN GODART.

The Director-General of the International Labour Office,
EDWARD PHELAN.

(Vertaling.)

Verdrag (N° 87) betreffende de vrijheid tot het oprichten van vakverenigingen en bescherming van het vakverenigingsrecht.

De Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie,

Door de Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau bijeengeroepen te San Francisco en aldaar bijeengekomen in haar een en dertigste zitting op 17 Juni 1948;

Besloten hebbende in de vorm van een verdrag verschillende voorstellen aan te nemen betreffende de vrijheid tot het oprichten van vakverenigingen en de bescherming van het vakverenigingsrecht, welk onderwerp het zevende punt van de agenda der zitting is;

Overwegende, dat de inleiding van het Statuut der Internationale Arbeidsorganisatie, onder de middelen ter verbetering van de toestand van de arbeiders en ter verzekering van de vrede noemt : « de erkenning van het beginsel van vakverenigingsvrijheid » ;

Overwegende, dat de verklaring van Philadelphia opnieuw heeft uitgesproken, dat de « vrijheid van meningsuiting en van vereniging onontbeerlijk is voor een gestadige vooruitgang » ;

Overwegende, dat de Internationale Arbeidsconferentie in haar dertigste zitting, eenstemming de beginselen, welke de grondslag moeten vormen van de internationale regeling, aangenomen heeft;

Overwegende, dat de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties in haar tweede zitting die beginselen tot de hare gemaakt heeft en de Internationale Arbeidsorganisatie uitgenodigd heeft om al haar pogingen voort te zetten, opdat een of meer internationale verdragen aangenomen zullen kunnen worden; neemt heden, de 9^e Juli negentienhonderd acht en veertig, het volgende verdrag aan, hetwelk kan worden aangehaald onder de titel « verdrag betreffende de vrijheid tot het oprichten van vakverenigingen en de bescherming van het vakverenigingsrecht, 1948 ».

DEEL I. — Vrijheid tot het oprichten van vakverenigingen.

Artikel 1.

Elk lid van de Internationale Arbeidsorganisatie, voor hetwelk dit verdrag van kracht is, verbindt zich uitvoering te geven aan de volgende bepalingen.

Artikel 2.

De werknemers en de werkgevers, zonder enig onderscheid, hebben het recht zonder voorafgaande goedkeuring organisaties op te richten van hun eigen keuze, alsmede het recht daarvan lid te worden, op geen andere voorwaarde, dan dat zij zich naar de statuten van die organisaties hebben te gedragen.

Artikel 3.

1. De werknemers- en werkgeversorganisaties hebben het recht naar statuten en reglementen op te stellen, vrij haar vertegenwoordigers te kiezen, haar beheer en werkzaamheden in te richten en haar werkprogramma's te formuleren.

2. De overheid moet zich van elke inmenging, welke dat recht kan beperken of de wettige uitoefening daarvan kan belemmeren, onthouden.

Artikel 4.

De werknemers- en werkgeversorganisaties mogen niet door administratieve autoriteiten opgeheven kunnen worden, of in de uitoefening van hun werkzaamheden geschorst.

Artikel 5.

De werknemers- en werkgeversorganisaties hebben het recht vakverbonden en federaties op te richten en zich daarbij aan te sluiten en elke organisatie, elk vakverbond en elke federatie heeft het recht zich bij internationale organisaties van werknemers en werkgevers aan te sluiten.

Artikel 6.

Het bepaalde in de voornoemde artikelen 2, 3 en 4 is van toepassing op de vakverbonden en de federaties van de werknemers- en werkgeversorganisaties.

Artikel 7.

Het verkrijgen van rechtspersoonlijkheid door de werknemers- en werkgeversorganisaties, haar vakverbonden of federaties mag niet afhankelijk gesteld worden van zodanige voorwaarden, dat de toepassing van de bepalingen der artikelen 2, 3 en 4 in het gedrang komt.

Artikel 8.

1. Bij de uitoefening van de rechten, welke hun bij dit verdrag zijn toegekend, zijn de werknemers, de werkgevers en hun onderscheidene organisaties gehouden, om, evenals de andere personen of georganiseerde groepen, de wetten van het land te eerbiedigen.

2. De nationale wetgeving mag geen afbreuk doen, noch op zodanige wijze toegepast worden, dat afbreuk gedaan wordt aan de waarborgen, in dit verdrag voorzien.

Artikel 9.

1. De mate, waarin de waarborgen, bij dit verdrag voorzien, ten aanzien van de gewapende machten en de politie van toepassing zijn, zal door de nationale wetgeving worden bepaald.

2. Overeenkomstig de beginselen, neergelegd in het achtste lid van artikel 19 van het Statuut der Internationale Arbeidsorganisatie, mag de bekrachtiging van dit verdrag door een lid niet beschouwd worden inbreuk te maken op een reeds bestaande wet, rechterlijke uitspraak, gewoonte of overeenkomst, die aan de leden van de gewapende macht en de politie de waarborgen toekent, welke bij dit verdrag zijn voorzien.

Artikel 10.

In dit verdrag betekent het woord « organisatie » elke organisatie van werknemers of werkgevers, welke het bevorderen en het verdedigen van de belangen van de werknemers of de werkgevers ten doel heeft.

DEEL II. — Bescherming van het vakverenigingsrecht.

Artikel 11.

Elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie, voor hetwelk dit verdrag van kracht is, verbindt zich alle nodige en geschikte maatregelen te nemen om aan de werknemers en werkgevers de vrije uitoefening te verzekeren van het vakverenigingsrecht.

DEEL III. — *Verskillende maatregelen.*

Artikel 12.

1. Voorzoveel betreft de gebieden, bedoeld in artikel 35 van het Statuut der Internationale Arbeidsorganisatie, zoals dit is gewijzigd bij de akte van wijziging van het Statuut der Internationale Arbeidsorganisatie, 1946, behoudens de gebieden bedoeld in de leden 4 en 5 van dat aldus gewijzigde artikel, moet elk Lid van de Organisatie, dat dit verdrag bekrachtigt, tegelijk met zijn bekrachtiging of zo spoedig mogelijk na zijn bekrachtiging aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau een verklaring doen toekomen, waarin het medeleelt :

(a) de gebieden, ten aanzien waarvan het zich verbindt dat de bepalingen van het verdrag zonder wijziging worden toegepast;

(b) de gebieden, ten aanzien waarvan het zich verbindt, dat de bepalingen van het verdrag met wijzigingen toegepast worden, en waarin die wijzigingen bestaan;

(c) de gebieden, waar het verdrag niet toegepast kan worden en in die gevallen, de redenen waarom het niet toegepast kan worden;

(d) de gebieden, ten aanzien waarvan het zich zijn beslissing voorbehoudt.

2. De verplichtingen, bedoeld onder (a) en (b) van het eerste lid van artikel, zullen geacht worden een integrerend deel van de bekrachtiging uit te maken en zullen dezelfde gevolgen hebben.

3. Elk Lid zal bij een nadere verklaring afstand kunnen doen van alle of een deel der voorbehouden neergelegd in zijn oorspronkelijke verklaring ingevolge het bepaalde onder (b), (c) en (d) van het eerste lid van dit artikel.

4. Elk Lid zal op enig tijdstip, waarop dit verdrag overeenkomstig het bepaalde in artikel 16 kan worden opgezegd, aan de Directeur-Generaal een nadere verklaring kunnen doen toekomen, waarbij in enig ander opzicht de inhoud van een vroegere verklaring gewijzigd wordt en de toestand ten aanzien van bepaalde aangegeven gebieden uiteengezet wordt.

Artikel 13.

1. Wanneer de in dit verdrag behandelde aangelegenheden vallen binnen de eigen bevoegdheden van een buiten het moederland gelegen gebied, kan het lid, dat verantwoordelijk is voor de buitenlandse betrekkingen van dat gebied, in overeenstemming met de regering van dat gebied aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau een verklaring doen toekomen, waarbij het, namens dat gebied, de verplichting in dit verdrag neergelegd, aanvaardt.

2. Een verklaring, waarbij de verplichtingen, neergelegd in dit verdrag, worden aanvaard, kan aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau medegedeeld worden :

(a) door twee of meer Leden der Organisatie voor een gebied, dat onder hun gemeenschappelijk gezag geplaatst is;

(b) door elke internationale autoriteit, die voor het beheer van een gebied verantwoordelijk is krachtens de bepalingen van het Handvest der Verenigde Naties of anderszins, met betrekking tot dat gebied.

3. De verklaringen, aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau overeenkomstig het bepaalde in de voorgaande leden van dit artikel medegedeeld, moeten vermelden, of de bepalingen van het verdrag in het betreffende gebied met of zonder wijzigingen zullen worden toegepast; wanneer de verklaring inhoudt, dat de bepalingen van het verdrag onder voorbehoud van wijziging zullen worden toegepast, zal zij moeten vermelden, waarin de wijzigingen bestaan.

4. Het betreffende Lid of de betreffende Leden of de betreffende internationale autoriteit zullen bij een latere verklaring geheel of gedeeltelijk afstand kunnen doen van het recht zich te beroepen op een wijziging in een vroegere verklaring medegedeeld.

5. Het betreffende Lid of de betreffende Leden of de betreffende internationale autoriteit zullen op enig tijdstip, waarop dit verdrag overeenkomstig het bepaalde in artikel 16 opgezegd kan worden, aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau een nieuwe verklaring kunnen doen toekomen, waarbij in enig ander opzicht de inhoud van een vroegere verklaring gewijzigd wordt en de toestand ten aanzien van de toepassing van dit verdrag medegedeeld wordt.

DEEL IV. — *Slotbepalingen.*

Artikel 14.

De officiële bekrachtigingen van dit verdrag zullen worden medegedeeld aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau en door hem worden ingeschreven.

Artikel 15.

1. Dit verdrag zal slechts verbindend zijn voor de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie, die hun bekrachtigingen door de Directeur-Generaal hebben doen inschrijven.

2. Het zal van kracht worden twaalf maanden nadat de bekrachtigingen van twee Leden door de Directeur-Generaal zullen zijn ingeschreven.

3. Vervolgens zal dit verdrag voor ieder der Leden in werking treden twaalf maanden na de datum, waarop zijn bekrachtiging zal zijn ingeschreven.

Artikel 16.

1. Ieder Lid dat dit verdrag heeft bekrachtigd, kan het opzeggen na verloop van een termijn van tien jaren, na de datum, waarop dit verdrag van kracht is geworden, zulks bij een verklaring toegezonden aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau en door deze in te schrijven. De opzegging wordt eerst van kracht een jaar nadat zij is ingeschreven.

2. Ieder Lid, dat dit verdrag heeft bekrachtigd en binnen een jaar na verloop van de termijn van tien jaren, bedoeld in het vorige lid, geen gebruik maakt van de bevoegdheid tot opzegging voorzien in dit artikel, zal voor een nieuwe termijn van tien jaren gebonden zijn en zal daarna dit verdrag kunnen opzeggen na verloop van elke termijn van tien jaren, onder de voorwaarden bedoeld in dit artikel.

Artikel 17.

1. De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau zal aan alle Leden der Internationale Arbeidsorganisatie kennis geven van de inschrijving van alle bekrachtigingen, verklaringen en opzeggingen, welke hem door de Leden der Organisatie zullen zijn medegedeeld.

2. Bij de kennisgeving aan de Leden der Organisatie van de inschrijving van de tweede hem medegedeelde bekrachtiging, zal de Directeur-Generaal de aandacht van de Leden der Organisatie vestigen op de datum, waarop dit verdrag van kracht zal worden.

Artikel 18.

De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau zal aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties mededeling doen, ter registratie overeenkomstig het bepaalde in artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties, van de volledige bijzonderheden omtrent alle bekrachtigingen, verklaringen en opzeggingen, welke hij overeenkomstig de voorgaande artikelen heeft geregistreerd.

Artikel 19.

Telkens na verloop van een termijn van tien jaren, te rekenen van de datum, waarop dit verdrag van kracht is geworden, moet de Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau aan de Algemene Conferentie verslag uitbrengen over de toepassing van dit verdrag en beslissen of het wenselijk is de gehele of gedeeltelijke herziening van dit verdrag op de agenda der Conferentie te plaatsen.

Artikel 20.

1. Indien de Conferentie een nieuw verdrag aanneemt, houdende gehele of gedeeltelijke wijziging van het onderhavige verdrag, zal, tenzij het nieuwe verdrag anders bepaalt :

(a) De bekrachtiging door een Lid van het nieuwe verdrag, houdende herziening, *ipso jure* onmiddellijke opzegging van het onderhavige verdrag medebrengen, niettegenstaande het bepaalde in artikel 16, onder voorbehoud evenwel, dat het nieuwe verdrag, houdende herziening, van kracht is geworden.

(b) Van de datum, waarop het nieuwe verdrag, houdende herziening, van kracht is geworden, het onderhavige verdrag niet langer door de Leden bekrachtigd kunnen worden.

2. Het onderhavige verdrag zal echter van kracht blijven naar vorm en inhoud voor de Leden, die het bekrachtigd hebben en die het nieuwe verdrag, houdende herziening, niet bekrachtigen.

Artikel 21.

Zowel de Engelse als de Franse tekst van dit verdrag zijn gelijkelijk authentiek.

Voorgaande tekst is de authentieke tekst van het Verdrag behoorlijk aangenomen door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie in haar een en dertigste zitting, gehouden te San-Francisco, en gesloten verklaard de 10 Juli 1948.

Ter oorkonde waarvan hebben ondertekend, de een en dertigste Augustus 1948 :

De Voorzitter van de Conferentie,

JUSTIN GODART.

De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau,

EDWARD PHELAN.

Les ratifications suivantes ont été déposées sur cette convention :

Autriche, ratification 18 octobre 1950.
Belgique, ratification 23 octobre 1951.
Danemark, ratification 13 juin 1951.
Finlande, ratification 20 janvier 1950.
France, ratification 28 juin 1951.
Grande-Bretagne et Irlande du Nord, ratification 27 juin 1949.
Islande, ratification 19 août 1950.
Mexique, ratification 1^{er} avril 1950.
Norvège, ratification 4 juillet 1949.
Pakistan, ratification 14 février 1951.
Pays-Bas, ratification 7 mars 1950.
Suède, ratification 25 novembre 1949.

En même temps que les instruments de ratification de la Belgique, la déclaration suivante a été déposée :

« En déposant les instruments de ratification de Sa Majesté le Roi des Belges sur la convention internationale concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée à San-Francisco, le 9 juillet 1948, par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trente et unième session, je déclare que les dits instruments de ratification valent uniquement pour les territoires métropolitains, à l'exclusion expresse des territoires du Congo Belge et des territoires sous tutelle du Ruanda-Urundi.

» Bruxelles, le 7 septembre 1951.

» Le Ministre des Affaires étrangères,
» (Signé) P. VAN ZEELAND. »

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

31 DECEMBRE 1951. — Loi accordant certains délais pour l'acquisition de la nationalité belge (1).

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les personnes nées en Belgique de parents étrangers, ou nées à l'étranger de parents dont l'un a ou avait eu la qualité de Belge, qui n'auraient pas souscrit une déclaration d'option devant l'autorité compétente dans les délais prévus par les diverses lois antérieures sur la nationalité, ou qui auraient souscrit une déclaration nulle, peuvent faire option pour la nationalité belge dans les deux ans à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi, si elles ont leur résidence habituelle soit en Belgique soit dans la Colonie depuis une date antérieure au 10 mai 1940, ou si, ayant dû quitter leur résidence par le fait de la guerre, elles l'y ont rétablie dans les deux ans à dater de la libération totale du territoire.

Art. 2. Peuvent également, dans le même délai, faire option pour la nationalité belge, si elles réunissent les autres conditions prévues à l'article premier, les personnes nées avant le 20 septembre 1920, sur le territoire actuel des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, ou sur le territoire de la commune de La Calamine, ainsi que les personnes qui sont nées de parents dont l'un est lui-même né sur les dits territoires avant cette date.

Art. 3. L'article 4 de l'arrêté-loi du 1^{er} juin 1944 est applicable aux dispositions qui précèdent.

(1) Session ordinaire 1950-1951 et session extraordinaire 1950.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Proposition de loi n° 208, déposée par M. Parisis. — Rapport n° 550, du 21 juin 1951, de M. Oblin. — Amendements n° 6, 589, 606.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 5 juillet 1951. Adoption. Séance du 5 juillet 1951.

Session ordinaire 1950-1951/1951-1952.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 399 du 5 juillet 1951. — Rapport n° 55 du 11 décembre 1951, de M. Ronse.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 19 décembre 1951. — Adoption. Séance du 20 décembre 1951.

De volgende bekrachtigingen van deze overeenkomst werden neergelegd :

Oostenrijk, bekrachtiging 18 October 1950.
België, bekrachtiging 23 October 1951.
Denemarken, bekrachtiging 13 Juni 1951.
Finland, bekrachtiging 20 Januari 1950.
Frankrijk, bekrachtiging 28 Juni 1951.
Groot-Brittannië en Noord-Ierland, bekrachtiging 27 Juni 1949.
IJsland, bekrachtiging 19 Augustus 1950.
Mexico, bekrachtiging 1 April 1950.
Noorwegen, bekrachtiging 4 Juli 1949.
Pakistan, bekrachtiging 14 Februari 1951.
Nederland, bekrachtiging 7 Maart 1950.
Zweden, bekrachtiging 25 November 1949.

Tegelijk met de bekrachtigingsoorkonden van België, werd de volgende verklaring neergelegd :

« Bij het neerleggen der bekrachtigingsoorkonden van Zijne Majesteit de Koning der Belgen aangaande het internationaal Verdrag in zake de syndicale vrijheid en de bescherming van het syndicale recht, welke te San-Francisco op 9 Juli 1948, door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie, tijdens haar een en dertigste zitting, werd goedgekeurd, verklaar ik dat gezegde bekrachtigingsoorkonden enkel geldig zijn voor de gebieden van het Moederland, met uitdrukkelijke uitsluiting van Belgisch Congo en van de trustgebieden Ruanda-Urundi.

» Brussel, 7 September 1951.

» De Minister van Buitenlandse Zaken,
» (Get.) P. VAN ZEELAND. »

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

31 DECEMBER 1951. — Wet waarbij zekere termijnen worden verleend om de hoedanigheid van Belg te verwerven (1).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De personen geboren in België uit vreemde ouders of geboren in het buitenland uit ouders waarvan één de hoedanigheid van Belg had of heeft gehad, die vóór de bevoegde overheid geen verklaring van keuze hebben ondertekend binnen de door de verschillende vroegere wetten op de nationaliteit gestelde termijnen, of die een nietige verklaring hebben ondertekend, kunnen de Belgische nationaliteit verkrijgen binnen twee jaar nadat deze wet in werking treedt, indien zij hetzij in België, hetzij in de Kolonie, hun gewone verblijfplaats hebben sedert een datum vóór 10 Mei 1940, of, indien zij hun verblijfplaats wegens de oorlog hebben moeten verlaten, zij deze er opnieuw hebben gevestigd binnen twee jaar te rekenen van de volledige bevrijding van het grondgebied.

Art. 2. Binnen dezelfde termijn, kunnen insgelijks keuze doen van de hoedanigheid van Belg, indien zij aan de overige in het eerste artikel gestelde vereisten voldoen, de personen geboren vóór 20 September 1920, op het huidig grondgebied van de kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith of op het grondgebied van de gemeente Kalmis, alsook de personen geboren uit ouders waarvan één zelf vóór die datum op vermelde gebiedsdelen is geboren.

Art. 3. Artikel 4 van de besluitwet van 1 Juni 1944 wordt toegepast op de voorafgaande bepalingen.

(1) Gewone zitting 1950-1951 en buitengewone zitting 1950.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp n° 208, door de heer Parisis. — Verslag n° 550 van 21 Juni 1951 door de heer Oblin. — Amendementen n° 6, 589, 606.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 5 Juli 1951. — Aanneming. Vergadering van 5 Juli 1951.

Gewone zitting 1950-1951/1951-1952.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp n° 399, van 5 Juli 1951. Verslag n° 55, van 11 December 1951, door de heer Ronse.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 19 December 1951. — Aanneming. Vergadering van 20 December 1951.